

50567183 / 9

4932

(1944)



Octroi d'une prime supplémentaire de rendement  
aux ouvriers des ateliers chargés des réparations  
et des levages des locomotives en service en Allemagne  
(prime en nature et en argent)

Lettre du M. Ag. au MTP  
Transmission à la SNCF

|      |          |    |       |
|------|----------|----|-------|
| C.A. | 5. 1.44  | 28 | Qd b) |
|      | 20. 3.44 |    |       |
|      | 4. 4.44  |    |       |

Octroi d'une prime supplémentaire de rendement aux ouvriers des ateliers chargés des réparations et de levages des locomotives en service en Allemagne. (Prime mixte en nature et en argent).

MINISTERE DE LA PRODUCTION  
INDUSTRIELLE ET DES COMMUNICATIONS

-----  
Direction des Chemins de fer  
-----

Service de l'Organisation Sociale  
et de la Main-d'Oeuvre  
-----

RA/SN 44

6932  
- C O P I E -

Paris, le 14 avril 1944

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Production Industrielle et aux Communications  
  
à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer français

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la décision  
n° 14896/RDR-1 du 20 mars 1944 du Ministre, Secrétaire d'Etat à  
l'Agriculture et au Ravitaillement.

Pour le Secrétaire d'Etat  
et par autorisation  
Le Directeur des Chemins de fer,

Signé : MORANE.

Secrétariat d'Etat au Ravitaillement

-----  
Secrétariat Général au Ravitaillement

-----  
Direction de la Distribution et de la Consommation - C O P I E -

Paris, le 20 mars 1944.

-----  
Sous-Direction du Rationnement

-----  
Réf. à rappeler : N° 14.896/RDR-I

LE MINISTRE,  
Secrétaire d'Etat à l'Agriculture  
et au Ravitaillement

à Monsieur le Ministre, Secrétaire d'Etat à  
la Production Industrielle et aux Communica-  
tions,  
Direction des Chemins de fer - Service de la  
Main d'Oeuvre  
244, Bould. Saint-Germain - PARIS

OBJET : Attributions excep-  
tionnelles de vin et de su-  
cre pour distribuer des pri-  
mes de rendement aux ateliers  
de réparation de locomotives.

Par lettre en date du 24 janvier 1944, vous avez bien voulu m'indiquer que le programme des grandes réparations et des levages des locomotives à vapeur était majoré de 30 % environ et que vous aviez été amené à envisager dans les ateliers et dépôts de la S.N.C.F. ainsi que dans ceux des entreprises MATFER, l'institution de primes en nature destinées à susciter une augmentation du rendement du personnel de ces établissements, par rapport à l'année 1943.

Ces primes consisteraient notamment en allocation de vin et de sucre qui, d'après votre lettre susvisée, devraient nécessiter les attributions supplémentaires suivantes :

- |                     |            |
|---------------------|------------|
| - 150.000 l. de vin | { par mois |
| - 2.500 kg de sucre |            |

Tenant compte toutefois des difficultés du Ravitaillement Général, vous avez réduit cette demande au cours d'une réunion qui s'est tenue par la suite dans le cabinet de M. le Secrétaire Général du Ravitaillement, aux quantités ci-après :

- 50.000 l. de vin par mois pendant 10 mois  
(vins intégrés),
- 1.000 kg de sucre par mois pendant 10 mois.

J'ai l'honneur de vous rappeler le traitement tout à fait favorable au point de vue alimentaire que j'ai accordé à l'ensemble du personnel de la S.N.C.F. et particulièrement aux ouvriers des ateliers et dépôts, ainsi qu'à ceux des entreprises MATFER, travaillant à la réparation des locomotives à vapeur.

En raison cependant des efforts particuliers demandés aux agents en question, j'ai décidé de faire un nouvel effort en leur faveur et de donner satisfaction à votre demande, telle que vous l'avez présentée en dernier lieu. Le vin vous sera fourni en vin d'appellation contrôlée intégré.

Les contingents de vin et de sucre qui vous sont ainsi alloués seront répartis au prorata des besoins entre la S.N.C.F. et les entreprises MATFER (1).

Les contingents ci-dessus seront fournis à la S.N.C.F. tant pour elle-même que pour le Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire, en trois tranches successives, à savoir :

- la première tranche pendant la période : Mars - Avril - Mai - Juin -
- la deuxième tranche au 3ème trimestre 1944,
- et la troisième tranche, au 4ème trimestre 1944.

En vue de l'acquisition du vin, il appartiendra à la S.N.C.F. de se mettre en rapport. à la fois pour elle-même et pour le Comité d'Organisation du Matériel de Transport ferroviaire, avec le Comité Central de Ravitaillement des Boissons, à qui j'adresse toutes instructions utiles et qui lui délivrera les bons correspondants.

En ce qui concerne la réalisation du sucre, vous voudrez bien demander à la S.N.C.F. de faire prendre les tickets d'approvisionnement nécessaires à la Direction de la Distribution et de la Consommation dans le courant de mars, à la fin du mois de juin et à la fin du mois de septembre, tant pour elle-même que pour le Comité d'Organisation précité.

Il appartiendra au Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire d'indiquer à la S.N.C.F. les quantités nécessaires à chaque usine, afin que celle-ci puisse savoir par quels économats et par quels magasins des économats elle devra réceptionner le vin et le sucre et donner au Comité Central de Ravitaillement des Boissons et au Comité de Ravitaillement du Sucre les indications nécessaires pour la mise en place de ces denrées.

Vous voudrez bien porter cette décision à la connaissance de la S.N.C.F. et du Comité d'Organisation du Matériel de Transport Ferroviaire.

.....

---

(1) Je vous rappelle qu'il a été expressément convenu qu'en aucun cas les contingents de vin et de sucre accordés ci-dessus ne feront l'objet de majorations à la charge du Ravitaillement Général, même si le taux des primes actuellement prévues exigeait des quantités plus importantes. En particulier, il a été précisé que, dans cette hypothèse, les contingents de vin supplémentaires qui apparaîtraient nécessaires seraient à prélever sur les contingents forfaitaires mis, d'autre part, à la disposition de la S.N.C.F.

J'appelle votre attention sur le fait que l'état de nos approvisionnements m'oblige à vous fournir en vin d'appellation contrôlée intégré, le contingent mensuel de 50.000 litres ci-dessus, et m'interdit d'envisager la moindre augmentation du contingent de vin en question et de celui de sucre.

Pour le vin, en effet, dans le but d'assurer la soudure dans toute la mesure du possible, je publierai incessamment un arrêté réservant l'intégralité des vins de consommation courante, à la ration familiale de base des consommateurs, ainsi qu'aux suppléments qui leur sont accordés à titre personnel, tels que les suppléments de travailleurs de force.

Pour toutes les collectivités, quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse de restaurants ou même de cantines d'usines ou d'entreprises, tous les contingents leur seront alloués désormais en vin d'appellation contrôlée qui feront l'objet de bons d'achat et de répartitions réglementées entre les collectivités intéressées.

J'ai même été amené à appliquer cette réglementation non seulement aux vins d'appellation contrôlée, anciennement intégrés, mais même aux autres vins d'appellation contrôlée qui doivent être réservés aux restaurants des catégories supérieures.

En ce qui concerne le sucre, vous n'ignorez pas que notre production nationale a été, sur les instances des Autorités d'occupation, strictement limitée pour permettre d'obtenir une plus grande production de l'alcool.

Cette limitation a même été si rigoureuse que les Autorités allemandes, reconnaissant que nos besoins réels atteignaient un chiffre supérieur, se sont engagées, d'une part, à ne pas effectuer les mêmes prélèvements que l'an dernier, d'autre part, à nous livrer certains tonnages de sucre. Ce n'est que si cette double condition se trouve réalisée que nous devons pouvoir maintenir le système de rationnement du sucre sur les bases de l'année dernière. Mais, à cette situation vient s'ajouter un aléa nouveau. Le sucre, actuellement fabriqué, se trouve encore entreposé dans des fabriques situées dans des zones qui peuvent être considérées comme particulièrement menacées. Sans doute ai-je cherché à évacuer les stocks, mais en l'absence d'une priorité de transport suffisante pour le sucre, n'ai-je pu encore y réussir que dans une faible mesure, si bien que si certains événements d'ordre militaire ou autre venaient à se produire, il est à craindre qu'une partie même des approvisionnements sur laquelle je suis en droit de compter, ne vienne à disparaître.

Je ne saurais donc trop insister pour que vous vouliez bien m'accorder une priorité de transport suffisante pour le sucre, afin que je puisse mettre à l'abri les stocks qui se trouvent encore entreposés dans des fabriques que l'on peut considérer comme spécialement exposées et je vous serais reconnaissant de me faire connaître dès que possible la suite que vous pourrez réserver à cette demande.

Signature.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration  
du 5 janvier 1944

Questions diverses

b) Primes supplémentaires de rendement.

P.V. (p.6)

A la suite de négociations avec les Autorités d'occupation et en vue d'éviter à l'avenir de nouveaux prélèvements d'ouvriers, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a demandé à la S.N.C.F. d'intensifier dans de fortes proportions les réparations de locomotives en service en Allemagne, tant dans ses propres établissements que dans l'industrie privée.

Diverses mesures sont envisagées en vue d'assurer aux services du Matériel et de la Traction la mise à disposition de personnel supplémentaire.

En outre, sur la proposition de M. LE PRESIDENT, et après échange de vues auquel prennent part M. BOUTET, M. de TARDE, M. LIAUD, M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT et M. LE BESNERAIS, le Conseil se déclare d'accord sur le principe de l'attribution de primes supplémentaires, fonction de l'augmentation de la production en grandes réparations et en levages dans l'ensemble des établissements S.N.C.F. et industrie privée. Les modalités de répartition de ces primes, qui comporteraient une partie en argent et une partie en rations supplémentaires de vin et de tabac, tiendront compte des observations présentées, notamment par M. LIAUD.

En supposant atteinte la prime moyenne maximum par agent, la dépense pour une année est évaluée à 60 M.

Notes de séance (p.28)

M. LE PRESIDENT. - A la suite de négociations avec les autorités allemandes, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications nous a demandé d'intensifier dans de très fortes proportions dans les ateliers français les réparations de locomotives en service en Allemagne, en vue d'éviter ainsi à l'avenir l'envoi de nouveaux ouvriers en Allemagne.

Les ateliers de la S.N.C.F. et les ateliers de l'industrie privée ont effectué en 1943, pour la Reichsbahn, 150 grandes

.....

réparations de locomotives, 220 levages et 20 réparations accidentelles. Il leur est demandé d'augmenter leur production moyenne actuelle de 400 grandes réparations et de 1.000 levages.

Nous envisageons de confier à l'industrie privée la totalité ou la presque totalité des grandes réparations; au contraire, les 1.000 levages seraient effectués dans nos dépôts. En supposant le rendement actuel maintenu et les autres besoins de la S.N.C.F. constants, l'exécution de l'ensemble de ces travaux demanderait environ 6.400 ouvriers en plus, dont au moins 60% de spécialistes. Il a donc fallu se préoccuper des conditions dans lesquelles ce personnel supplémentaire pourrait être recruté.

Le meilleur moyen aurait été évidemment le retour des ouvriers qui travaillent en Allemagne. Le Ministre nous a fait connaître qu'il n'était pas possible actuellement d'y compter. Nous avons donc été amenés à envisager d'autres mesures; tout d'abord l'intensification du recrutement extérieur aussi bien pour nous que pour l'industrie privée. Pour faciliter ce recrutement, nous avons demandé qu'une assurance formelle nous soit donnée tant par les autorités françaises que par les autorités allemandes que ce personnel ne pourrait faire l'objet d'aucune mesure d'affectation obligatoire au titre allemand. En ce qui concerne le personnel de la S.N.C.F., cette ~~garantie~~ garantie serait étendue à tout le personnel actif des services du Matériel et Traction soit environ 140.000 agents. Le Ministre s'est montré favorable à cette suggestion qui va être étudiée avec les autorités allemandes.

En second lieu, nous recherchons dans les autres Services de la S.N.C.F. les agents qui pourraient être affectés au service du Matériel et de la Traction. Je ne crois pas que nous puissions obtenir de grands résultats, mais, pour ne négliger aucune des ressources possibles, des commissions sont à l'heure actuelle envoyées dans les Régions pour intensifier les recherches à ce sujet.

En troisième lieu, nous avons demandé que nous soient rendus des agents d'encadrement. Nous allons avoir une augmentation

.....

d'effectifs, il est indispensable que ce personnel soit encadré.

Mais il est à craindre que, malgré ces mesures, le total des embauchages réalisés n'atteigne pas le chiffre nécessaire. Il faut donc obtenir une augmentation de rendement. Vous savez que, déjà, des primes de rendement ont été accordées au personnel. Nous envisageons d'aller plus loin dans cette voie en attribuant des primes supplémentaires qui seraient fonction de la production en grandes réparations et en levages. Ces primes comporteraient une partie en argent et une partie en denrées contingentées, c'est-à-dire en tabac et en vin qui paraissent les denrées les plus susceptibles d'améliorer le rendement. L'opération serait réalisée de la façon suivante : le nombre des grandes réparations atteint actuellement environ 97 par mois, ces primes joueraient lorsqu'il atteindrait 100 et elles augmenteraient en fonction de l'augmentation même de la production. Elles pourraient atteindre, par agent et par mois, 100 fr 3 paquets de cigarettes et 3 litres de vin.

L'ensemble de la dépense pour la S.N.C.F., en admettant que le chiffre maximum soit atteint, serait de 60 M. par an. Elle représente à peu près 25% de la dépense normale de main-d'œuvre de l'année.

Je vous propose d'approuver le principe de l'octroi de ces primes et les dépenses qui en résulteraient.

M. LIAUD. - Je fais les plus expresses réserves quant aux modalités envisagées.

Si cette prime est proportionnelle aux primes de rendement déjà payées, vous irez au devant de difficultés. En effet, le mode de calcul de ces dernières primes est tout à fait defectueux; certains agents ne touchent aucune prime, sans qu'il y ait pour cela de leur faute. Cela provient de différentes causes : temps mal établi, incorporation dans les équipes d'auxiliaires qui ne sont pas qualifiés, etc... Pour deux ouvriers travaillant de la même façon, la rémunération varie parfois jusqu'à 300 fr par mois.

M. LE BESNERAIS.- Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une prime de rendement établie d'après un rendement théorique, mais d'une prime qui sera déclenchée lorsqu'une augmentation du rendement actuel sera constatée.

M. de TARDE.- L'attribution de ces primes se fera par atelier ?

M. LE BESNERAIS.- Elles seront déclenchées lorsque la production aura atteint un certain niveau pour l'ensemble des ateliers de la S.N.C.F. mais elles seront réparties entre chaque atelier en fonction des résultats obtenus.

M. de TARDE.- Est-ce une prime mensuelle ?

M. LE BESNERAIS.- Oui. Evidemment, le déclenchement sera également fonction de la plus ou moins grande difficulté des réparations à effectuer, mais nous avons voulu faire quelque chose de simple.

M. de TARDE.- Il y a une sorte de division des risques.

M. LE BESNERAIS.- Oui. Lorsqu'un atelier a été bombardé, comme par exemple à Setteville, dont nous avons réparti le personnel entre les ateliers d'Oullins et de Périgueux, nous tiendrons compte à Oullins et à Périgueux de cet effectif supplémentaire. Il est certain qu'il y aura des réclamations comme toujours, lorsque tout le monde ne touche pas la prime. C'est ainsi que, lorsqu'on a donné une prime aux mécaniciens travaillant sur les locomotives, tous ceux qui étaient mitraillés quelquefois dans les gares ont également réclamé le bénéfice de cette prime. Les agents veulent que les primes soient uniformes; ce n'est pas possible, sous peine de rendre le système inefficace.

M. LE PRÉSIDENT.- Quelle est la position du Conseil sur ces propositions ?

M. LIAUD. - Dans la mesure où la nouvelle prime sera fonction des primes actuelles, vous accentuerez encore les injustices. Qu'un atelier considéré effectue 60 levages de locomotives par exemple au lieu de 50, que vous attribuez de ce fait une prime à l'ensemble de l'atelier et que vous la répartissiez en tenant compte du nombre d'ouvriers ou de manoeuvres et en fonction de l'augmentation du rendement constatée, je suis d'accord, mais que vous fassiez cette répartition sur la base des primes déjà payées, je ne suis plus d'accord.

M. LE BERNERAIS. - Bien entendu, nous n'allons pas distribuer cigarette par cigarette. Mais je suppose, par exemple, que l'augmentation de la production de la S.N.C.F. soit telle qu'on puisse distribuer 2 paquets de cigarettes par tête, pour l'ensemble du personnel intéressé. Certains ateliers recevront 1 paquet de cigarettes par agent, d'autres 2, d'autres 3, d'après les résultats obtenus par chaque atelier. Il ne faut pas, si le déclenchement est obtenu parce que certains ateliers ont pu augmenter leur production de 50% alors que d'autres ne l'ont pas augmentée, que la répartition soit uniforme.

M. ROUET. - Il n'est peut-être pas utile de statuer aujourd'hui sur les modalités de répartition de cette prime de rendement. On peut se borner à donner un avis favorable au principe de l'augmentation de la prime de rendement.

M. LE BERNERAIS. - Ces modalités ne sont d'ailleurs pas encore arrêtées.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Il s'agit, à l'heure actuelle, d'une simple proposition, car le Gouvernement n'a pas encore donné son accord.

M. LE PRESIDENT. - Oui, mais je ne veux pas faire cette proposition sans l'accord de principe du Conseil. C'est le seul point sur lequel il a à se prononcer, la question des modalités de

répartition demeurant réservée, puisque nous ne savons pas si cette proposition sera acceptée.

Le Conseil se déclare d'accord sur le principe de ces primes supplémentaires. Les modalités de répartition de ces primes tiendront compte des observations présentées notamment par M. LIAUD.

## N O T E

au sujet de la réparation des locomotives allemandes

A la suite de négociations avec les autorités allemandes et dans le but d'éviter à l'avenir de nouveaux envois d'ouvriers en Allemagne, le Ministre a demandé à la S.N.C.F. d'intensifier considérablement dans les ateliers français les réparations des locomotives en service en Allemagne.

Alors que les ateliers de la S.N.C.F. et de l'Industrie Privée ont effectué en 1943 pour la R.B. à peu près :

150 G.R. de locomotives  
220 levages  
et 20 réparations accidentelles

il leur est demandé d'augmenter leur production moyenne annuelle de :

400 G.R.  
et 1000 levages.

Ce supplément de production serait réparti entre les ateliers de la S.N.C.F. et ceux de l'Industrie Privée, en tenant compte de leurs possibilités respectives. Mais, en principe, les 1000 levages seraient faits par la S.N.C.F. alors que la plus grande partie, sinon la totalité des 400 G.R. seraient demandées à l'I.P.

En supposant le rendement actuel maintenu et les autres besoins de la S.N.C.F. constants, l'exécution de ces travaux demanderait environ 6400 ouvriers de plus, dont au moins 60 % de spécialistes.

Le meilleur moyen de se procurer au moins une partie de ce personnel aurait été évidemment de pouvoir faire rentrer les ouvriers qui travaillent en Allemagne. Le Ministre estime pour le moment cette solution impossible. Il faut donc envisager d'autres mesures.

#### 1°) Recrutement extérieur -

La S.N.C.F. aussi bien que l'I.P. éprouvent de grosses difficultés à recruter du personnel pour les ateliers de réparation et spécialement des ouvriers qualifiés.

Pour faciliter ce recrutement, le Ministre envisage de donner, avec l'accord des Allemands, l'assurance formelle que dorénavant le personnel affecté à la réparation des locomotives tant dans l'I.P. qu'à la S.N.C.F. ne pourrait être l'objet d'aucune mesure d'affectation obligatoire au titre allemand. En ce qui concerne le personnel S.N.C.F., il envisage même de faire bénéficier de cette garantie tout le personnel actif des Services du Matériel et de la Traction. Plus de 140.000 agents de la S.N.C.F. seraient touchés par cette mesure, et 8.000 environ de l'I.P.

2°) Recherche dans les autres Services de la S.N.C.F. d'agents susceptibles d'être affectés aux Services du Matériel et de la Traction.

Cette mesure est en cours d'exécution depuis plusieurs mois et nous l'intensifions à l'heure actuelle.

Pour donner de bons résultats elle devra évidemment porter sur des agents dont la formation antérieure permette une adaptation rapide aux fonctions à remplir dans les dépôts ou les ateliers ces agents étant remplacés par des manœuvres ou des femmes dans leur Service d'origine.

La déclaration formelle dont nous venons de parler aurait certainement pour effet de faciliter ces mutations.

Deux Commissions comprenant des représentants de la Direction Générale, des Services Centraux et des Services Régionaux ont commencé à circuler dans les Régions pour intensifier les recherches des agents à muter.

3°) Cadres -

Aussi bien pour la S.N.C.F. que pour l'I.P., l'augmentation des effectifs affectés à la réparation des locomotives posera une question d'encadrement.

Le Ministre a accepté de présenter aux Allemands une nouvelle demande de retour des agents d'encadrement (officiers ou non) prisonniers en Allemagne.

4°) Augmentation du rendement.

Malgré ces mesures, il est à craindre que le total des embauchages réalisés n'atteigne pas le chiffre nécessaire. Celui-ci pourrait être réduit et l'opération ainsi facilitée ou tout au moins hâtée, si le rendement du personnel augmentait.

Tant à la S.N.C.F. que dans l'I.P. des augmentations de primes de rendement ont déjà été réalisées et on en escompte un bon résultat.

Mais nous envisageons d'aller plus loin dans cette voie. Nous comptons inciter le personnel à augmenter son rendement en attribuant aux ateliers et dépôts intéressés des primes supplémentaires fonction de la production en grandes réparations et en levages.

Ces primes comporteraient une partie en argent et une partie en rations supplémentaires de tabac et de vin.

Nous comptons commencer à donner ces primes spéciales lorsque le nombre des G.R. mensuel atteindra 100 et le nombre des levages 290 pour l'ensemble des Etablissements de la S.N.C.F. et de l'I.P.

Ces primes en argent ou en nature augmenteront d'après la production et pourront atteindre un chiffre global représentant 100 f, 3 paquets de cigarettes et 3 litres de vin par agent intéressé. Cette gratification moyenne maximum est prévue lorsque le nombre moyen des G.R. ramené aux effectifs de Novembre 1943 dépassera 120 et le nombre

des levages ramené aux effectifs de Novembre 1943 dépassera 350.

Cette augmentation de production, à elle seule, permettrait de remplir la plus grande partie du programme supplémentaire imposé par le Ministre.

Les gratifications globales ainsi fixées seraient réparties par le Service Central du Matériel entre les ateliers ou Régions intéressées en fonction de la production des différents établissements.

En supposant que la prime moyenne maximum de 100 f. soit atteinte, la dépense à prévoir serait de 60 millions par an (le vin et le tabac étant délivrés à titre onéreux).

Elle représente à peu près 25 % de la dépense normale de main-d'œuvre (245 millions) correspondant aux 120 G.R. et aux 350 levages supplémentaires effectués dans l'hypothèse envisagée.

Mais elle aurait comme contre partie certaine une économie sérieuse provenant de l'amélioration du rendement sur les travaux effectués dans les ateliers et les dépôts. Cette économie devrait permettre de récupérer largement les 60 millions de dépenses supplémentaires puisque cette somme représente environ le dixième des dépenses annuelles main-d'œuvre des ateliers et dépôts pour les Grandes réparations et levages de locomotives à vapeur et que, dans l'hypothèse faite, l'amélioration du rendement est supposée supérieure à 10%.

La S.N.C.F. garderait à sa charge le montant des primes à verser aux ouvriers de l'I.P., de l'ordre de 10 millions par an. Les Industriels auraient évidemment seuls le bénéfice immédiat de l'amélioration de rendement réalisée dans leurs ateliers, mais la S.N.C.F. profiterait, au moment du renouvellement des marchés, tous actuellement de courte durée de cette amélioration de rendement qui lui permettrait d'obtenir des prix moins élevés à salaire égal, et, éventuellement d'obtenir des conditions plus favorables en cas de révision contractuelle en cours de marché.

Notons qu'au point de vue du rendement des ouvriers, l'assurance formelle qu'aucun départ ne serait plus envisagé, ne pourrait qu'avoir les plus heureux effets. Elle serait, en particulier, le meilleur démenti à une propagande qui a cours dans les ateliers et dont le thème est que toute amélioration du rendement du personnel a, comme seul résultat de permettre de nouveaux départs d'ouvriers vers l'Allemagne.

Naturellement, ce supplément de production ne pourrait être assuré qu'à condition que la S.N.C.F. reçoive en temps utile les contingents de matières et de pièces nécessaires. Le Ministre a donné des assurances formelles à ce sujet.

Enfin, le prix payé par la R.B. pour les réparations devrait être révisé pour tenir compte de l'augmentation du prix de revient, et la S.N.C.F. devrait avoir des assurances pour le paiement rapide des factures présentées, contrairement à ce qui se passe fréquemment pour les paiements à faire par les autorités allemandes. L'attention du Ministre a été attiré sur ce point et il s'est engagé à appuyer les desiderata de la S.N.C.F.